

**Diplomatie numérique -  
Gouvernance de l'Internet et  
cybersécurité - Réponse de Mme  
Nathalie Loiseau, ministre chargée  
des affaires européennes, à une  
question d'actualité au Sénat**  
(Paris, 13 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

La France accueille pour la première fois le Forum sur la gouvernance de l'Internet. Ce forum est un lieu de dialogue entre les Etats mais aussi le secteur privé et la société civile qui réunit au total plus de 4.000 personnes.

Internet est aujourd'hui au coeur de nos vies, riche d'opportunités, mais, vous l'avez très bien dit, riche aussi de risques majeurs - cyberharcèlement, diffusion de contenus haineux ou terroristes, cyberattaques et désinformation - qui menacent les fondements de notre démocratie.

Comme vous l'avez indiqué, c'est une arme redoutable entre des mains mal intentionnées, officines d'Etat ou groupes criminels. La France est en première ligne dans ce combat, le président de la République l'a rappelé hier en ouverture du Forum : le web ne peut être laissé sans gouvernance.

Nous refusons le choix binaire entre autogestion et contrôle méconnaissant l'Etat de droit et les principes démocratiques. Notre priorité c'est la protection des citoyens utilisateurs d'Internet. C'est dans cet esprit que nous travaillons avec nos partenaires européens sur la protection des élections ou sur l'obligation pour les plateformes de retirer un message appelant au terrorisme en moins d'heure.

Ce cadre européen est indispensable mais, vous l'avez dit, il ne suffit pas. D'où l'importance de l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace, lancé hier par la France et déjà soutenu par près de 370 entités, en majorité du secteur privé et de la société civile, mais aussi déjà par plus de 50 Etats, dont tous les Etats de l'Union européenne. Cet appel condamne les cyberactivités malveillantes et il marque la mobilisation de tous les acteurs pour y mettre fin.

Nous allons poursuivre nos efforts pour que, comme vous le soulignez, le cyberspace devienne un espace où le droit international est pleinement applicable et appliqué./.